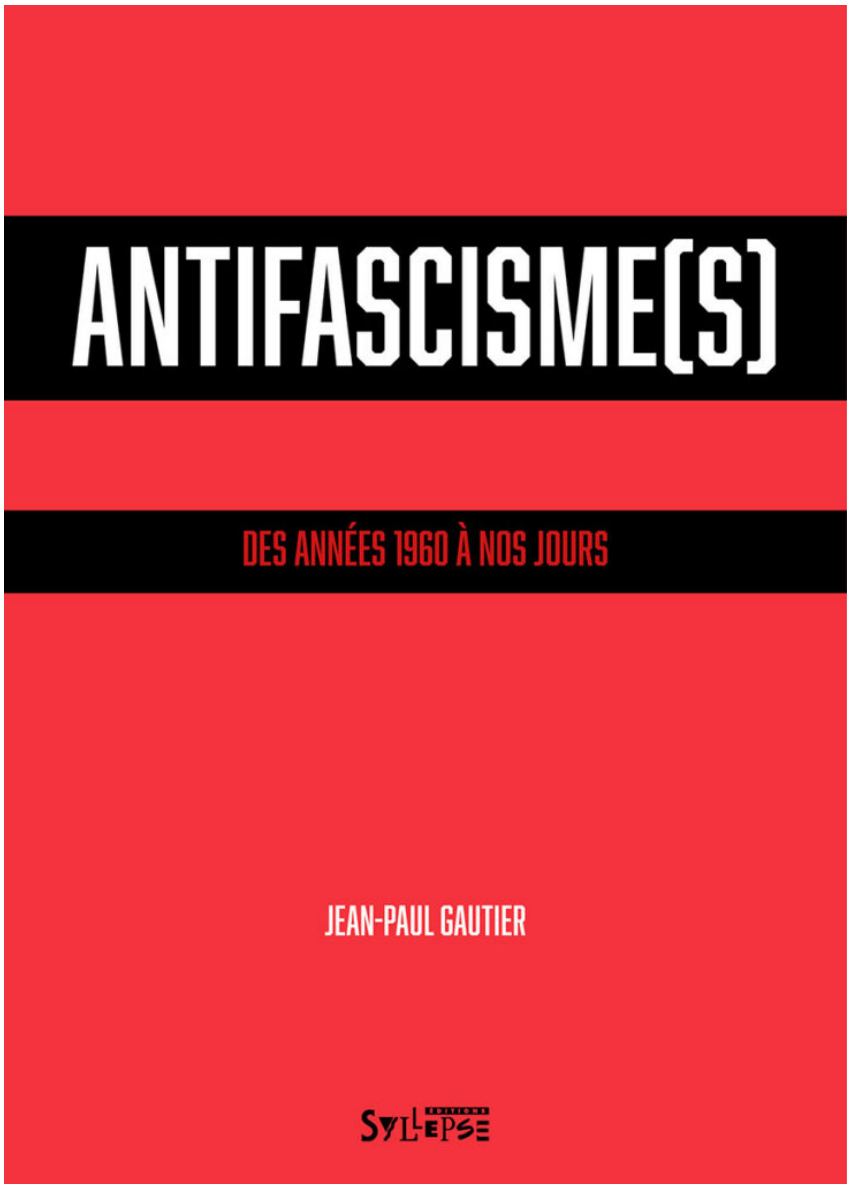
Lorsque l'extrême droite fasciste refit surface en France quelques années après la Seconde Guerre mondiale, la gauche révolutionnaire se dressa pour lui faire face. Ce fut notamment le cas dans les années qui suivirent mai-juin 68, durant lesquelles la Ligue communiste, animée notamment par Alain Krivine et Daniel Bensaïd (fondateur de la revue Contretemps*), mena une bataille continue contre Ordre nouveau. Cette lutte antifasciste culmina le 21 juin 1973 lors de l'attaque du meeting fasciste qui devait se tenir à la Mutualité. L'historien Jean-Paul Gautier revient sur cette séquence dans un extrait de son livre* Antifascisme(s)*, récemment paru aux éditions Syllepse.*



Ligue communiste vs Ordre nouveau

Durant les années 1970-1973, le devant de la scène de l'extrême droite est occupé par Ordre nouveau (ON). Qualifié « d'Ordre nazi », il éclipse tous les autres groupuscules d'extrême droite et focalise l'action des antifascistes. Ordre nouveau va devenir la bête noire de la Ligue communiste, qui n'épargne pas les autres groupuscules. À chaque initiative d'Ordre nouveau, la LC organise des contre-manifestations radicales. Se met ainsi en place un processus d'agression/riposte. L'affrontement physique avec l'extrême droite apparaît pour certains mouvements d'extrême gauche comme un des axes de construction. C'est le cas pour Révolution et la Ligue communiste, particulièrement en visibilité sur ce terrain. D'autres groupes d'extrême gauche se cantonnent soit à une analyse simplement

théorique, soit cette thématique est quasiment absente de leur problématique. Les partis de gauche refusent de s'y associer pour « ne pas leur faire de publicité ». La Ligue communiste se positionne comme favorable à une violence prenant le caractère d'exemplarité c'est-à-dire en lien avec ce que les gens peuvent accepter comme niveau de violence, comme pratique de la violence, le but étant de créer une dynamique qui peut faire que cette violence soit reprise. Ordre nouveau, comme son ancêtre Occident, recourt systématiquement à l'usage de la violence. Sa première apparition est l'appel à une réunion au cinéma Saint-Lambert, à Paris dans le 15e arrondissement avec comme slogan « France réveille-toi ! Face au marxisme, face au régime, camarade au combat pour un ordre nouveau ». Le 10 décembre 1969, la salle de cinéma est plastiquée. Ordre nouveau tient une réunion de protestation en plein air devant le cinéma. La première apparition d'ON sent le soufre. Ordre nouveau se replie sur la Mutualité et organise un meeting, à ambition européenne, le 26 février 1970 sur le thème « Europe libère-toi ! », avec la participation de représentants de mouvements d'extrême droite portugais, italien, allemand, suédois. Le meeting est interdit par le gouvernement. Pour Ordre nouveau, « le fer est croisé. Nous n'allons plus nous arrêter. » François Duprat déclare qu'entre les « bolches » et Ordre nouveau, « c'est eux ou nous ».

Ordre nouveau met sur pied, en 1972, une structure clandestine, le Groupe d'intervention nationaliste (GIN), qui est chargée des actions violentes contre des militants d'extrême gauche, leurs locaux, le vol de fichiers et des attentats[1]. Ordre nouveau entend « nettoyer l'université de la chienlit gauchiste puisque le gouvernement se refuse à assumer cette responsabilité ». L'affrontement physique, parfois très violent, se localise sur certains lieux : les campus universitaires (Nanterre, facultés parisiennes, Rouen…), sur les marchés parisiens comme celui de Convention dans le 15e arrondissement de Paris, des Abbesses dans le 18e… Il peut prendre la forme de « nettoyage » des bastions de l'extrême droite, d'actions contre les réunions, contre les manifestations de rue.

Les mois de mars et d'avril 1973 voient la mobilisation de dizaines de milliers lycéens pour protester contre la « loi Debré » qui réforme le régime des sursis d'incorporation[2]. L'agitation dans les lycées se double d'une contestation étudiante, suite au projet de réforme du premier cycle. Face à la mobilisation de l'extrême gauche, Ordre nouveau, qui vient de lancer le Front de la jeunesse, décide de contre-attaquer et appelle à une manifestation le 3 avril 1973. Dans un premier temps, la manifestation est convoquée au métro Sèvres-Babylone puis finalement elle se rassemble au métro Duroc. L'extrême gauche, emmenée par la Ligue communiste, attaque la manifestation du Front de la jeunesse. Les heurts sont violents et de nombreux blessés sont à compter dans les rangs de l'extrême droite. François Duprat, tirant le bilan de cette manifestation, la qualifie de « manifestation massacre ». La mobilisation contre Ordre nouveau connaît deux grands moments de mobilisation.

Le 9 mars 1971, Ordre nouveau tient meeting au Palais des sports. Des mouvements d'extrême gauche diffusent un tract : « Le meeting d'Ordre nouveau n'aura pas lieu[3] ». De violents affrontements éclatent entre les contre-manifestants et la police à laquelle se joint le service d'ordre d'Ordre nouveau. *France-Soir* titre « Atmosphère néonazie au meeting d'Ordre nouveau ». La Ligue communiste continue ses interventions contre Ordre nouveau et entend riposter à toutes les interventions de l'extrême droite et la chasser du paysage politique.

Les militants de la Ligue communiste qui ont entrepris de continuer le combat contre le fascisme et ses organisations, combat abandonné par le Parti communiste, ne laisseront pas impunément se déverser la propagande raciste et nazie d'Ordre nouveau. Comme au

marché Abbesses, au meeting fasciste rue du Renard, au marché Convention ou au meeting nazi du palais des Sports, nous riposterons à chaque provocation fasciste et comme ces anciens résistants FTP et déportés qui étaient présents avec nous porte de Versailles pour affirmer à nos côtés la continuité du combat antifasciste, nous crierons « Le fascisme ne passera pas » car nous l'empêcherons de passer et nous écraserons impitoyablement la « peste brune » dès qu'elle reparaîtra sur les marchés de nos quartiers.

Le 21 juin 1973, Ordre nouveau décide de tenir à la Mutualité un meeting sur le thème : « Halte à l'immigration sauvage ! » qui apparaît comme une véritable provocation pour l'extrême gauche et qui permet, une fois de plus, de démontrer que le racisme est un terreau privilégié pour le développement et l'expression du fascisme. La Ligue communiste décide d'interdire physiquement ce meeting[4]. Le but est clair : « Meeting fasciste, meeting interdit ! » Alain Geismar, dans les colonnes du *Monde,* se solidarise avec la Ligue communiste : « Nous les empêchons [les nazis] de s'exprimer par tous les moyens. Si on en avait fait autant, il y a quarante ans… »

Le 20 juin se déroule une manifestation en « Défense des libertés » appelée par la gauche institutionnelle qui demande aux pouvoirs publics d'interdire ce meeting. La Ligue communiste participe à cette manifestation, même si elle considère que sa portée est limitée. La gauche refuse de s'associer à une contre-manifestation le jour du meeting. Seuls *La Cause du peuple,* Révolution, le Parti communiste marxiste-léniniste-Humanité rouge, l'Alliance marxiste révolutionnaire s'associent à l'initiative de la Ligue communiste pour interdire physiquement le « meeting raciste ». Lutte ouvrière, l'Alliance des jeunes pour le socialisme et le Parti socialiste unifié refusent de participer à cette action. L'idée de départ était d'occuper la salle de la Mutualité avant les fascistes, mais la salle était protégée par la police. Le 21 juin, 4 000 à 5 000 manifestants équipés se retrouvent place Monge. La Ligue communiste prend la direction des opérations[5]. Les affrontements sont violents avec la police qui bloque l'accès à la Mutualité et qui recule face aux charges des manifestants[6]. Un groupe de manifestants attaque le local d'Ordre nouveau. Aux lendemains de la manifestation, la question qui se pose est de savoir quelle va être la réponse du pouvoir. Depuis le mois d'avril 1973, le gouvernement a la Ligue communiste dans le collimateur et la dissolution du mouvement était déjà à l'ordre du jour. La problématique, pour la direction de la Police judiciaire, est la suivante : « Doit-on attendre que les violences imputables à la Ligue communiste prennent une nouvelle ampleur avant d'agir contre ses dirigeants[7] ? » Le 28 juin, le gouvernement dissout la Ligue communiste et Ordre nouveau, qui est considéré comme une organisation qui « entretient des relations étroites avec des partis néofascistes ou néonazis étrangers. Ces relations ne laissent aucun doute sur le but que les dirigeants d'Ordre nouveau poursuivent ». Les dirigeants d'Ordre nouveau ne sont pas inquiétés par la justice. Il n'en va pas de même pour les dirigeants de la Ligue communiste[8]. Le local et la librairie de la Ligue communiste, situés 10 impasse Guéménée, sont saccagés par la police. Pierre Rousset et Alain Krivine sont arrêtés. La Ligue communiste est, elle, tombée dans un piège le 21, victime d'une provocation du pouvoir ? Fallait-il ne rien faire le 21 juin ?[9] Ce qui est sûr, c'est que dans les modalités d'organisation de la manifestation, il a manqué à la Ligue communiste un soutien de masse, un parapluie démocratique et elle s'est trouvée isolée. Alain Krivine considère que la Ligue communiste est tombée dans un piège. La police était sous-équipée, mal informée par le centre de commandement. Pour lui, Raymond Marcellin a eu la volonté de souder la police contre l'extrême gauche et d'aider au développement d'un syndicalisme policier d'extrême droite pour contrer la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP). Il justifie, lors de sa conférence de presse avant son arrestation, le choix de son organisation :

Nous sommes jeunes, mais nous avons plus de mémoire que les vieux. Nous ne voulons pas que ce qui s'est passé il y a quelques décennies se reproduise. Avec les fascistes, il y a toujours eu les mêmes réactions ; ils ne sont pas dangereux, il sera toujours temps d'agir… et puis un beau jour, il est trop tard. Pas de liberté d'expression pour les racistes et les antisémites ! Et comme toutes les organisations ouvrières et démocratiques traditionnelles ne prennent pas leurs responsabilités, les révolutionnaires ont dû le faire[10].

Daniel Bensaïd dénonce la provocation et le piège tendu par le ministre de l'intérieur :

> Marcellin a voulu utiliser la Ligue pour ramener la peur du rouge au couteau entre les dents, c'est son rôle de ministre de l'intérieur […]. La provocation démasquée, Marcellin apparaît comme le suspect n° 1 de l'affaire, comme un casseur assermenté, comme le coupable possible[11].

L'ensemble de la gauche, y compris le Parti communiste, se solidarise contre la dissolution de la Ligue communiste. Le 4 juillet se tient un meeting au Cirque d'hiver. La Ligue communiste y est privée de parole. Jacques Duclos, membre du bureau politique du PCF y prend la parole :

> Parlant au nom du Parti communiste français, le grand parti révolutionnaire de notre temps, j'élève une vigoureuse protestation contre l'arrestation d'Alain Krivine et la dissolution de la Ligue communiste dont chacun sait que nous n'approuvons ni la politique, ni les plans d'action qu'elle préconise.

Un appel, signé par des organisations d'extrême gauche, est publié :

> Nous exigeons l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue communiste. La levée de toutes les inculpations des dirigeants ou militants de la Ligue communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 21 juin. La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques et notamment Pierre Rousset et Alain Krivine. Nous appelons à la constitution d'un comité national sur la base de cet appel pour engager la lutte et faire échec à la répression[12].

Daniel Bensaïd considère que Raymond Marcellin a été en quelque sorte l'arroseur arrosé, tout en insistant sur les limites du soutien et l'attitude du PCF :

> Marcellin avait misé sur les divisions du mouvement ouvrier en espérant les aggraver. La réponse n'a jamais été aussi unitaire, même si les exclusives demeurent. Et Marcellin n'imaginait pas cette succession d'orateurs, porte-parole du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti socialiste unifié, de la Confédération générale du travail, de la Confédération française et démocratique du travail, de la Fédération de l'éducation nationale, prenant tous la défense de la Ligue dissoute et réclamant la libération d'Alain Krivine. Pourtant, le Parti communiste était resté ferme sur un point : aucun responsable de la Ligue dissoute ne devait prendre la parole. C'eût été dépasser les limites du tolérable, légaliser les « gauchistes » en les côtoyant à la tribune[13].

L'action de son service d'ordre a conféré une certaine aura à la Ligue communiste. Henri Weber le reconnaît lorsqu'il déclare que « avoir un bon SO qui manœuvrait comme à la parade et qui était efficace ça conférait un prestige important dans le milieu lycéen et étudiant[14] ». La Ligue communiste et son service d'ordre interviennent également en direction des entreprises pour protéger des distributions de tracts face aux interventions de milices privées et de syndicats fascistes, comme la Confédération française du travail (CFT) puis la Confédération des syndicats libres (CSL) qui assurent une partie du maintien de l'ordre au sein des usines et qui tentent de briser les grèves, particulièrement chez Peugeot, Simca et Citroën :

> La lutte contre l'oppression patronale dont les travailleurs de Citroën sont victimes ne doit pas se limiter à une lutte de pétitions, à des meetings symboliques, à des procédures judiciaires interminables, mais doit être un combat frontal avec la CFT-Citroën[15].

Section française de la 4e Internationale, la Ligue communiste se mobilise contre les régimes fascistes : la Grèce des colonels, l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar et Caetano. Après juin 1973, l'antifascisme reste une référence capitale, pour le Front communiste révolutionnaire[16], puis pour la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui succèdent à la Ligue communiste et pour une partie de la jeunesse étudiante et lycéenne. Une rubrique régulière y est consacrée dans l'hebdomadaire *Rouge,* qui annonce les mobilisations contre l'extrême droite[17]. La LCR va poursuivre ses activités contre le GUD, le Front national, le Parti des forces nouvelles, les solidaristes et les néonazis de la Fédération d'action nationaliste européenne[18]. Ainsi, lors de la campagne pour les élections européennes de 1978, elle appelle à une manifestation unitaire à Paris, place d'Italie, « Contre le meeting nazi. Tous, ce soir dans la rue ! » La liste de l'Eurodroite avec les Espagnols de Fuerza Nueva, les Italiens du MSI et les Français du Parti des forces nouvelles tenaient meeting à la Mutualité.

Dans le climat de division qui ravage la classe ouvrière depuis plusieurs mois, il n'est pas indifférent qu'ait pu pour la première fois se réaliser l'unité sur une action précise […]. On peut remarquer le chemin parcouru depuis le 21 juin 1973 où l'extrême gauche s'était retrouvée seule dans son action contre un meeting raciste, l'unité des organisations ouvrières ne se faisant qu'après pour protester contre la dissolution de la Ligue communiste et l'emprisonnement de certains de ses dirigeants […]. Malgré les exclusives scandaleuses lancées par le PCF et la CGT contre l'extrême gauche, ce soir, la LCR sera massivement dans la rue[19].

Au niveau international, la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la 4e Internationale) continue de se mobiliser contre la dictature en Espagne[20], au Portugal. Elle soutient, en Amérique du Sud, les mouvements révolutionnaires qui luttent contre les dictatures militaires. Elle se mobilise, à travers les comités Chili, contre le coup d'État du général Pinochet au Chili en septembre 1973. En 1979, à la suite de l'assassinat de Pierre Goldman, la Ligue communiste révolutionnaire participe massivement aux obsèques de Pierre Goldman, où sont présentes une trentaine d'organisations syndicales et de partis et d'associations. Elle est signataire de l'appel unitaire lancé le 21 septembre : « Les organisations soussignées dénoncent la responsabilité du pouvoir dont la politique contribue à réveiller les nouveaux démons du fascisme, du racisme et de l'antisémitisme. » Les signataires entendent « tout mettre en œuvre pour riposter aux violences, provocations et attentats fascistes et assurer l'unité la plus large[21] ». La Ligue communiste

révolutionnaire participe au meeting central à la Mutualité le 2 octobre. À la veille de l'élection présidentielle de 1981, l'antifascisme n'est plus un élément de mobilisation de la gauche institutionnelle par manque d'adversaires. Faute de recueillir les 500 parrainages nécessaires, le Front national et le Parti des forces nouvelles se retrouvent dans l'impossibilité de participer à la joute électorale. La Ligue communiste révolutionnaire développe évidemment une analyse aux antipodes de celles de la gauche parlementaire.

Notes

[1] . *Pour un Ordre nouveau* (n° 7, juin 1972) salue le GIN, « levons nos verres à la santé du GIN ».

[2] . La suppression des sursis longs est particulièrement contestée.

[3] . Appel signé par l'Alliance marxiste révolutionnaire, le PSU, Révolution, la *Cause du peuple* et la LC. Des anarchistes, des gaullistes de gauche, des anciens résistants et déportés sont présents lors du rassemblement de protestation devant le Palais des sports. Se reporter à la brochure de la LC, « *Les bandes armées* », *op cit.,* p. 27-28. Gérard Monatte, du syndicat autonome de la police, proteste contre l'attitude du ministère de l'intérieur : « On a laissé des gens s'équiper et se promener casqués et armés de barres de fer ou de manches de pioche […]. Pas d'intervention policière, puisque pas d'ordre […]. Il est intolérable qu'au cours des affrontements de la soirée, des éléments du service d'ordre d'Ordre nouveau se soient mêlés à la police pour frapper des contre-manifestants. » Une tonne de matériel a été saisie au local d'ON rue des Lombards. *L'Unité,*hebdomadaire du PS d'Epinay demandait au gouvernement d'« agir fermement et sans tarder pour obtenir la dissolution de tous les groupuscules néonazis ». Cité par Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen, op. cit.,* p. 181.

[4] . Une minorité de la LC considère que s'attaquer au meeting entraîne des risques d'affrontements mal compris par la population et dénonce une dérive ultragauche.

[5] . Cela ressemble plus à un gigantesque service d'ordre qu'à une manifestation. Sur la manifestation et ses suites politiques, se reporter à Hélène Adam et François Coustal, *C'était la Ligue, op. cit.,* p. 165-170 ; Thomas Nenez, *Le service d'ordre de la LCR (1968-2008),* master de sciences politiques, université de Rennes 1, p. 21-29 ; Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours, op. cit.,* p. 263-269, Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge, op. cit.,* p. 140-147 ; Romain Goupil, *La défaite dépasse toutes nos espérances,* Paris, Plon, 2005 ; Gérard Filoche, *Mai 68, une histoire sans fin,* 2 vol., Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2007. Pour l'analyse des maoïstes, se reporter à « Dans notre histoire. À propos de la manifestation antifasciste du 21 juin 1973 », articles de *L'Humanité rouge* et de *Front rouge,* éditions-prolétariennes. org/Histoire/21 juin 1973-htm.

[6] . 50 blessés parmi les forces de l'ordre.

[7] . « Sur la Ligue communiste », voir rapport de la 6e DCPJ, avril 1973, cité par Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste…, op. cit.,* p. 263.

[8] . Alain Krivine est arrêté à la suite d'une conférence de presse tenue dans les

locaux du Parti socialiste en présence de Charles Hernu, d'Edmond Maire, de la CFDT, et de représentants de la LDH. Le dirigeant de la Ligue communiste rencontre également François Mitterrand. Michel Recanati, membre du bureau politique et dirigeant du service d'ordre, fait l'objet d'un mandat de recherche et va rejoindre plus tard ses camarades à la Santé. La 4e Internationale mobilise l'ensemble de ses sections en soutien de la LC. Un peu partout fleurissent des bombages « Libérez Krivine et ses camarades ».

[9] . Daniel Bensaïd, « Manifestation antifasciste du 21 juin, provocation ou pas », danielbensaïd.org/. Les syndicalistes policiers de la FASP remettent en cause les consignes données aux policiers et penchent pour la thèse de la provocation.

[10] . « Libérez Krivine et ses camarades », déclaration d'Alain Krivine lors de sa conférence de presse le 25 juin 1973, *Quatrième Internationale,* juin 1973, n° spécial sur la dissolution de la Ligue communiste, n° 11-12, novembre-décembre 1973.

[11] . « Manifestation antifasciste. Le 4 juillet au Cirque d'hiver de Paris : échec à Marcellin », http://danielbensaïd.org.

[12] . Appel signé par *Révolution, L'Humanité rouge, Cause du peuple, L'Internationale, Action* (mensuel du Centre d'initiative communiste), *Rouge, Tribune socialiste, Lutte ouvrière, Libération Antilles-Guyane.*

[13] . Manifestation antifasciste du 21 juin*, op cit.*

[14] . Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, p. 79-80. La LCR va bénéficier de la réputation du SO de la LC.

[15] . Le service d'ordre de la LC intervient à plusieurs reprises devant l'usine Citroën à Rennes, à Simca Poissy, *Rouge,* n° 108, 5 avril 1971 ; voir aussi note des Renseignements généraux du 15 février 1973. La section rennaise de la LC est particulièrement mobilisée contre la CFT. Le 13 mai 1971, des affrontements violents ont lieu devant l'usine Citroën à La Charte de Bretagne, lors de la distribution d'un tract : « Citroën : Halte à la CFT ». Trois militants de la LC sont arrêtés et condamnés à un mois avec sursis. Les cellules rennaises de la LC appellent à la création d'un Front antifasciste : « C'est sur ce terrain de l'affrontement avec les fascistes de la CFT, déserté depuis longtemps par le PCF que les militants de la LC ont décidé de mener le combat. Seule une unité des forces politiques et syndicales peut faire reculer la CFT et contribuer à renverser le rapport de force à Citroën ». La CFT (syndicat jaune) a été créée en 1959, s'y côtoient des ex-du RPF, des anciens de la Charte du Travail, des durs du mouvement gaulliste, des partisans de l'Algérie française. Elle est en relation avec le syndicat fasciste italien : CISNAL et avec les syndicats franquistes. Elle est présente dans le secteur de l'automobile, à la Ville de Paris. En 1968, elle a organisé des piquets de grève avec drapeau tricolore pour « organiser la liberté du travail ». Elle intervient à l'extérieur des entreprises. Lors du bal du 14 Juillet organisé par des travailleurs yougoslaves qui occupent un immeuble à Issy-les-Moulineaux, un commando de la CFT attaque le bal (voir *Les bandes armées du pouvoir, op. cit.,* fascicule 1, p. 58-61). Dissoute après son intervention violente dans la nuit du 4 au 5 juin 1977 contre un piquet de grève devant les Verreries mécaniques champenoises. Un commando tire sur les grévistes, faisant deux blessés graves et un mort (Pierre Maitre) dans les rangs de la CGT. Elle réapparaît sous le sigle de la CSL, toujours avec les mêmes méthodes. La CSL disparaît en 2002.

[16] . Dans sa profession de foi, Alain Krivine, candidat du Front communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle de 1974 : « Face aux provocations des SAC, CDR, CFT et autres bandes fascistes, nous ne devons faire confiance qu'à nous-mêmes en organisant des piquets d'autodéfense, des comités de vigilance, des brigades d'intervention et en nous coordonnant dans les usines et les quartiers afin d'opposer une riposte immédiate aux agressions fascistes ».

[17] . On peut, par exemple, consulter les numéros de *Rouge,* hebdomadaire des années 1975-1976, et de *Rouge,* quotidien pour les années suivantes

[18] . Sur ces différents groupuscules, voir Jean-Paul Gautier, *Les extrêmes droites en France, op. cit.,* p. 221-273.

[19] . *Rouge,* n° 683, 27 juin 1978, éditorial d'Alain Krivine. À Paris, le PCF a retiré sa signature car il est opposé à la présence de l'extrême gauche.

[20] . En particulier contre les exécutions de militants antifranquistes comme Salvador Puig Antich garrotté le 2 mars 1974.

[21] . La liste des signataires et l'Appel est reproduite dans *Rouge,* n° 886, 28 septembre-4 octobre 1979, qui contient un dossier titré « Adieu camarade ».